

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
C.C.A.P. Pièce n°3

Travaux de pose de canalisation AEP sous voirie au
port de Dégrad-des-Cannes – PT-05-25

Marché public passé selon une procédure adaptée en vertu des articles L.1111-1 et L.2123-1 et des articles R.2123-1 à R.2123-8 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 1 – OBJET

Le présent marché a pour objet des travaux de pose de canalisation AEP sous voirie pour le compte du Grand Port Maritime de la Guyane.

La description précise des travaux figure dans le CCTP et le plan, pièces du dossier de consultation des entreprises.

Les futures installations, objet de la consultation, se situent sur le port de Commerce de Dégrad des Cannes sur la Commune de REMIRE - MONTJOLY, en Guyane Française.

ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

A) Pièces particulières :

- 1 – l'acte d'engagement,
- 2 – la décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.), annexe 1 de l'acte d'engagement,
- 3 – le présent Cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.),
- 4 – le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.),
- 5 – le plan des travaux,
- 6 – l'attestation de visite.

B) Pièces générales :

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par arrêté du 30 mars 2021,

Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des obligations des parties. Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le Grand Port Maritime de la Guyane et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché.

Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

ARTICLE 3 : ALLOTISSEMENT ET DECOMPOSITION DU MARCHÉ

Le marché n'est pas alloti car les prestations prévues constituent un tout indissociable dans une même unité de temps.

Les variantes ne sont pas autorisées.

Le marché n'est pas décomposé en tranches.

Le marché n'est pas reconductible.

ARTICLE 4 : RESPONSABILITE ET ASSURANCE

Le Titulaire du marché devra être titulaire d'une assurance garantissant sa responsabilité civile professionnelle pour ces types d'installations.

ARTICLE 5 – REMUNERATION DU TITULAIRE

La rémunération, correspondant à l'objet du présent marché, est considérée comme globale, forfaitaire et définitive.

Chaque fin de mois, en fonction de l'état d'avancement des installations, le titulaire proposera, à la validation du Maître d'Ouvrage, une facture correspondant aux travaux réalisés.

Le prix de déplacement sur site, tout au long du marché, comprend l'ensemble des frais inhérent aux transports, logements et autres, sur la totalité de la durée nécessaire à son bon déroulement. Les prix comprennent les diverses taxes et octroi de mer. Le titulaire ne pourra en aucune mesure demander de compensation financière si le temps qu'il a prévu initialement lors d'un déplacement ne s'avère pas suffisant pour réaliser l'opération.

ARTICLE 6 – PRIX

Le prix du marché, global et forfaitaire figurant à l'acte d'engagement et à son annexe 1, est ferme et non révisable.

L'ensemble des prix stipulés dans l'acte d'engagement sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents de reproduction de dossiers.

ARTICLE 7 - REGLEMENT DES COMPTES

Le paiement des sommes dues au prestataire s'effectuera après service fait selon les règles de la comptabilité publique, sur présentation d'une facture établie en un original et deux doubles, et libellée à l'ordre du Président du Directoire du Grand Port Maritime de la Guyane, ordonnateur des dépenses, GRAND PORT MARITIME DE LA GUYANE (GPMG), Port de Dégrad des Cannes – RN3 – 97354 REMIRE-MONTJOLY.

En conséquence, le prestataire adressera sa facture après réalisation de l'ensemble de sa prestation et admission de celle-ci par le Grand Port Maritime de la Guyane par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise contre récépissé postal au Pôle Finances du GRAND PORT MARITIME DE LA GUYANE (GPMG), Port de Dégrad des Cannes – RN3 – 97354 REMIRE-MONTJOLY.

Outre les mentions légales, les factures comporteront :

- L'identification complète du titulaire,
- L'intitulé du marché, et son numéro,
- La référence du bon de commande,
- Le prix unitaire H.T., T.T.C. et quantités correspondant à chaque catégorie de prestations effectuées,
- Le montant total de la commande,
- Le taux de T.V.A. et son montant,
- La date et le lieu d'exécution,
- L'apposition de la mention « original » ou « duplicata »,
- Les références bancaires ou postales du titulaire (un RIB devra être fourni avec la première facture).

Le mode de règlement est le virement bancaire ou postal.

Le délai de paiement est de 30 jours au plus à compter de la réception de la facture.

Le droit à intérêt moratoire est ouvert par le seul dépassement de ce délai, sans que le titulaire du marché ait une quelconque formalité à accomplir. Le taux applicable est le taux pratiqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

L'ordonnateur principal des dépenses est monsieur le Président du Directoire du Grand Port Maritime de la Guyane.

Le Comptable chargé des paiements est monsieur l'Agent Comptable du Grand Port Maritime de la Guyane.

7-1 Avance :

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct. Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 20 % du montant initial TTC du marché.

Le paiement de l'avance intervient dans le délai global de paiement fixé à l'article 6-3.2 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché, conditionné toutefois par la fourniture d'une garantie financière de type garantie à première demande.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 50 % du montant initial TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

Si le marché est passé avec des titulaires groupés conjoints, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter au pouvoir adjudicateur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois ainsi qu'une **garantie financière de type garantie à première demande**.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 8 : CONTENU DE LA PRESTATION

Le contenu de la prestation ainsi que les prescriptions techniques sont détaillés dans les documents nommés : « PT-05-25 - CCTP et PT-05-25 Plan Réseau AEP ».

Le prestataire devra organiser sa mission de manière à assurer le respect des délais annoncés à l'article B5 de l'acte d'engagement en respectant l'enchaînement des tâches, période de préparation, approvisionnement du matériel, remise du dossier de récolement, etc. et en conformité avec le planning fourni par l'entreprise dans son offre.

ARTICLE 9 : CONDITIONS D'EXECUTION DE LA PRESTATION

Il est convenu que pour la réalisation de la mission telle que définie à l'article 8 ci-dessus le prestataire désigne une personne responsable, dénommé « Chargé d'Opération », à indiquer au chapitre B-6 de l'Acte d'Engagement.

En conséquence et sauf empêchement majeur, celle-ci réalisera la supervision de l'ensemble des travaux et rédigera, sous son nom les études d'exécution et notes de calculs notamment.

De plus, cette personne assistera personnellement à l'ensemble des réunions qui pourraient être nécessaires pour l'exécution des présentes.

En cas d'indisponibilité de cette personne, la personne désignée « suppléante » devra se rendre disponible immédiatement et assumer la conduite de chantier de manière à ce que les prestations confiées soient réalisées dans les conditions et délais prévus.

Le Grand Port Maritime de la Guyane s'engage quant à lui à communiquer au prestataire tous documents, informations ayant trait au déroulement des prestations objet des présentes.

Dans le cadre de l'exécution des présentes, le prestataire sera en relation avec messieurs BLANCHARD Tristan et TAVIOT Sébastien qui représentent le Grand Port Maritime de la Guyane en tant que maîtres d'œuvre et maître d'ouvrage.

Le chargé d'opérations assurant le suivi technique, administratif et financier du marché en tant que maître d'œuvre sera :

M. Tristan BLANCHARD
Téléphone fixe : 05 94 29 67 08
Téléphone mobile : 06 94 20 96 43
Courriel : t.blanchard@portdeguyane.fr

ARTICLE 10 : DELAIS D'EXECUTION

La durée maximale du marché de travaux est de :

- 4 semaines de période de préparation,
- 4 semaines de réalisation pour la phase de travaux.

Les soumissionnaires et le futur titulaire peuvent néanmoins s'engager contractuellement sur des délais moindres.

Les délais proposés par les candidats devront être obligatoirement inférieurs à ceux décrits ci-dessus et seront contractuels.

10-1 Période de préparation :

Cette période de préparation débute à la date de notification du marché au titulaire et sa durée est de 4 semaines maximum durant laquelle le titulaire devra exécuter les tâches précisées au CCTP et notamment à son article A.3 « Période de préparation des travaux ».

IMPORTANT : Les travaux ne pourront débuter que si l'ensemble de ces tâches est exécuté et que l'ensemble de des documents exigés est validé à l'issue de la période de préparation. En cas de retard, le titulaire subira des pénalités de retard comme stipulé dans l'article 11 du présent document.

10-2 Délais d'exécution :

Le délai d'exécution court dès que le MOE a visé sans réserve tous les documents appelés lors de la période de préparation. Le MOE établira un OS prescrivant le démarrage de la période d'exécution.

ARTICLE 11 : PENALITES

Le prestataire est impérativement tenu aux délais d'exécution tels que définis à l'article précédent.

En cas de retard imputable au titulaire dans la période de préparation ou dans l'exécution des travaux, il est appliqué une pénalité journalière de 1/1000 du montant hors taxes de l'ensemble du marché.

L'entrepreneur qui n'assistera pas ou qui ne sera pas représenté par une personne désignée à l'article B-6 de l'acte d'engagement subira une pénalité de 150,00 € par absence constatée aux réunions de chantier.

En cas de retard ou d'absence de nettoyage du chantier par l'entreprise (et notamment des opérations prévues à l'article A.9.19 du CCTP) ces opérations sont faites aux frais et risques de l'entrepreneur, dans les conditions stipulées à l'article 36 du CCAG travaux, avec application d'une pénalité de 150,00 € par jour calendaire de retard.

En cas de retard ou d'absence d'élaboration ou de mise à jour du PRE décrit à l'article 15 du présent document par l'entreprise, il est appliqué une pénalité de 150,00 € par jour calendaire de retard.

En cas de constatation d'un défaut dans la protection et la signalisation de chantier, d'utilisation des EPI ou de non-respect du plan de prévention, il est appliqué une pénalité forfaitaire de 300,00 € ainsi qu'une pénalité journalière de 150,00 par jour calendaire de retard constaté dans le rétablissement du respect des points listés ci-dessus.

Ces pénalités seront déduites du montant que le Grand Port Maritime de la Guyane s'est engagée à verser au prestataire en contrepartie de l'exécution des prestations objet du présent marché.

ARTICLE 12 – CONFIDENTIALITE

Le personnel du titulaire est tenu à une obligation de confidentialité en ce qui concerne les informations recueillies lors de la réalisation du présent marché.

Cette confidentialité porte également sur le contenu de tous les documents qui seront fournis au cours de l'exécution du marché.

L'ensemble de ces documents devront impérativement être restitués au Grand Port Maritime de la Guyane dans les huit jours suivant la fin d'exécution du présent marché par le Titulaire. En cas de défaut de restitution dans le délai prévu, le Grand Port Maritime de la Guyane suspendra le paiement des sommes restant dues au Titulaire jusqu'à ce que cette restitution soit effectivement opérée.

De stipulation expresse, il est convenu que le titulaire répondra des condamnations auxquelles le Grand Port Maritime de la Guyane pourra être exposé eu égard aux engagements relatifs aux obligations légales de confidentialité.

ARTICLE 13 : CONTROLE D'EXECUTION

13.1 Vérifications :

Les modalités de contrôle d'exécution sont définies au CCTP notamment aux articles A8 et A9, ainsi que les modalités de transmission des documents. Les notes de calculs et études d'exécution seront soumises au maître d'œuvre au plus tard pendant la période de préparation des travaux. En cas de remarques émises par le maître d'œuvre, le titulaire devra apporter les modifications demandées dans les meilleurs délais.

Le titulaire devra tenir compte du délai d'exécution de ces notes de calculs et d'études d'exécution pour établir son délai global contractuel. Il ne pourra en aucun cas faire valoir une augmentation de la durée d'exécution du marché en cas de retards dus à d'éventuelles modifications à apporter.

13.2 Remise en état du chantier :

Conformément à l'article A.9.19 du CCTP l'entrepreneur doit procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier et notamment à l'évacuation complète des déchets de chantier vers les filières de traitement appropriées.

En cas de retard ou d'inexécution, seront faites dans les conditions stipulées à l'article 11 du présent CCP.

13.3 Réception des travaux :

La réception des travaux sera effectuée conformément à l'article A.10 du CCTP.

ARTICLE 14 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CLAUSE SOCIALE

14.1 Protection de la main d'œuvre :

Le titulaire remettra avant notification de son marché et au plus tard 10 jours après la réception du NOTI 1 :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

14.2 Clause sociale :

Ce marché ne contient pas de clause sociale notamment en ce qui concerne l'insertion par le biais de l'emploi.

ARTICLE 15 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

En remettant son offre, le titulaire s'engage dans une démarche de respect et de protection de l'environnement notamment en ce qui concerne la gestion des déchets et la prévention des pollutions.

Un Plan du Respect de l'environnement (PRE) devra être tenu à jour sur la base du Schéma Organisationnel fourni à la remise des offres.

Il contiendra à minima :

- Information générale de l'entreprise
- Gestion des déchets
- Traitements de nuisances et mesures compensatoires,
- En cas d'incident environnement (pollution, etc.),
- Contrôles et désignation du site recevant les déblais.
- Plan d'alerte et procédure d'intervention.

ARTICLE 16 : ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 8 du CCAG.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

ARTICLE 17 : AUTRES OBLIGATIONS

17.1 Obligations relatives à la sous-traitance :

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC. Le titulaire devra joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 17 ci-dessus.

17.2 Protection des données à caractère personnel :

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

Le maître d'ouvrage et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

A ce titre,

Le maître d'ouvrage demande que les CV, références professionnelles et autres informations nécessaires à l'étude et analyse des offres comportent le minimum d'informations personnelles.

Il est donc proscriit de mettre :

- Des photos d'identités,
- L'âge des personnes,
- Des références à la vie familiale ou privée,

Les personnes habilitées à utiliser et manipuler ces données sont les personnes nommées à l'article 9 du présent document. Ces données seront utilisées uniquement pour la réalisation du rapport d'analyse des offres.

Une fois le marché notifié :

- Les informations des candidats non retenus seront stockées et archivées suivant les règles de conservation en la matière.
- Les informations du titulaire deviendront, si besoin, contractuelles et seront utilisées durant toute la vie du marché. Une fois le marché clôt, ces informations seront stockées et archivées suivant les règles de conservation en la matière.

Le maître d'ouvrage s'engage à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données.

A ce titre, le maître d'ouvrage communique le nom et les coordonnées de sa déléguée à la protection des données, conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Elle est :

Madame Clémentine JOHANES

Email : c.johanes@portdeguyane.fr

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte du Grand Port Maritime de la Guyane, responsable de traitement, les données à caractère personnel nécessaires pour la réalisation des prestations qui font l'objet du présent contrat. Le titulaire s'engage à traiter les données uniquement pour les seules finalités qui font l'objet du contrat.

Le titulaire doit prendre toutes les précautions utiles pour préserver la sécurité des données personnelles. Il doit notamment s'assurer qu'un mécanisme de gestion des habilitations régulièrement mis à jour permet de garantir que seules les personnes habilitées peuvent accéder aux données nécessaires à la réalisation de leurs missions. Il doit mettre en œuvre les moyens permettant de garantir l'intégrité et la disponibilité constantes des systèmes et des services de traitement ainsi que les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique.

Le titulaire doit aider l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données. Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Le titulaire déclare tenir un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

Dans le cas où le titulaire fait appel à un sous-traitant, le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution de ses obligations.

Au terme du contrat le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

17.3 Mesures de sécurité :

Le titulaire devra réaliser conjointement avec Mme Rose-Helene QHSE du GPM-Guyane un plan de prévention pour la réalisation de ses missions.

Coordonnées de Mme Maureen ROSE-HELENE :

Courriel : m.rose-helene@portdeguyane.fr

Téléphone : 0594 29 67 16

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par le présent marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

En cas d'utilisation d'outils ou de procédés formant une flamme, un point chaud ou des étincelles, une demande de permis feu est obligatoire.

Le GPM, après réception et validation de la demande et de la procédure associée pour traiter et réduire le risque, produira le permis feu. Le permis feu délivré sera valable pour une durée maximale de 15 jours. A l'issue de ce délai, il pourra être reconduit pour la même période si les conditions d'exécution des travaux générant le risque et les personnels désignés demeurent inchangés. Dans le cas contraire, une nouvelle demande mise à jour devra être faite par le titulaire.

L'obtention du permis feu impose à l'entreprise de respecter ses engagements de lutte contre les départs de feu et les incendies. Des vérifications ponctuelles pourront être faites de manière inopinée afin de vérifier le bon maintien sur site des moyens de lutte et leurs dates de validation et/ou vérification

Le titulaire avise ses sous-traitants des obligations énoncées au présent article qui leur sont également applicables. Le titulaire reste responsable du respect de celles-ci.

17.4 Mesures spécifiques pour la lutte contre le COVID-19 :

Le titulaire sera tenu d'adopter les mesures de prévention contre le COVID-19 préconisées par l'OPPBTP ou la préfecture de Guyane protégeant la santé de leurs collaborateurs adaptée à la configuration du site et à la nature des travaux.

Les mesures spécifiques seront à mettre en œuvre pour assurer les conditions sanitaires nécessaires aux personnels du BTP, en complément de toute mesure sanitaire édictée par les pouvoirs publics.

Par conséquent, le titulaire ne pourra demander au maître d'ouvrage une compensation financière pour tenir compte des mesures ou des achats qu'il devra faire pour être conforme aux normes sanitaires en vigueur durant toute la durée de chantier.

17.5 Travaux en horaires de nuit pour prise en compte de l'exploitation du site :

Le titulaire doit tenir compte du fait que le site restera en exploitation. La zone des travaux empiète sur la circulation des poids-lourds sortant du port ainsi que sur le passage des reach-stackers au niveau du portail situé en face de l'entrée du port.

Pour information, le port est ouvert au trafic des poids-lourds de 7h00 à 17h00 du lundi au vendredi et les reach-stackers entrent essentiellement dans le port vers 7h00 et en sortent vers 17h00.

Pour éviter tout dysfonctionnement, les travaux se feront de nuit et les week-ends, en dehors des horaires de circulation indiqués ci-dessus. Chaque matin, du lundi au vendredi à partir de 7h00, le chantier devra être replié au maximum et être parfaitement signalé afin de permettre une exploitation optimale. Le cas échéant, des plaques permettant le passage des reach-stackers sur la tranchée devront être positionnées au droit du portail d'accès des engins.

Les voiries devront également être propre, exemptes de tous déchets et salissures.

ARTICLE 18 : RESILIATION DU MARCHE – EXECUTION PAR DEFAULT

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG travaux s'appliquent sans autre disposition particulière.

ARTICLE 19 : LITIGES

Dans le cas où un accord ne pourrait intervenir entre les parties après application des dispositions de l'article 8 du CCAG travaux, le litige devra être porté devant le tribunal administratif de Cayenne.

Tribunal Administratif de la Guyane
7, rue Schoelcher B.P. 5030 97305 Cayenne Cedex
Tel. 05 94 25 49 70 / Télécopie : 05 94 25 49 71 / greffe.ta-cayenne@juradm.fr

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

ARTICLE 20 : DISPOSITIONS DIVERSES

Non-validité partielle :

Si une ou plusieurs stipulations du présent marché sont tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une Loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée, étant précisé que les parties pourront d'un commun accord, convenir de remplacer la ou les stipulations invalidées.

ARTICLE 22 : DEROGATIONS AU CCAG

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG auxquels il est dérogé
Article 11	Par dérogation à l'article 19 du CCAG Travaux, le montant des pénalités pour retard d'exécution est fixé à 1/1000 du montant de l'ensemble du marché.